



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté préfectoral  
portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées  
Itinéraires de substitution de la RN 158  
(entre Rocquancourt et Grainville-Langannerie)**

**LE PRÉFET DU CALVADOS  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la justice administrative,

VU le code pénal et en particulier l'article 257 (visé dans l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943) et l'article 438,

VU la loi modifiée du 29 décembre 1892, sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution de travaux publics,

VU la loi modifiée n°43-374 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères,

VU le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;

VU le décret de Monsieur le Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Calvados, à compter du 05 septembre 2022 ;

Considérant que les études, aux différents stades de conception, nécessitent des opérations de reconnaissance, de relevés topographiques, d'implantation de bornes et repères, de sondages, d'études environnementales sur les territoires des communes de :

Bretteville-le-Rabet  
Bretteville-sur-Laize  
Cauvicourt  
Cintheaux  
Fontenay-le-Marmion  
Fresney-le-Puceux

Gouvix  
Grainville-Langannerie  
Le Castelet  
Rocquancourt (commune nouvelle de Castine en Plaine)  
Urville

Sur proposition de Madame la secrétaire générale du Calvados

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

Les agents de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie – Service Mobilités et Infrastructures, les agents de la Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest, leurs représentants ou personnes mandatées par eux, sont autorisés, sous réserve des droits des tiers, à pénétrer dans les propriétés privées, indiquées sur la carte de la zone d'étude annexée au présent arrêté, sur les territoires des communes de Bretteville-le-Rabet, Bretteville-sur-Laize, Cauvicourt, Cintheaux, Fontenay-le-Marmion, Fresney-le-Puceux, Gouvix, Grainville-Langannerie, Le Castelet, Rocquancourt (sur le territoire la commune nouvelle Castine en Plaine) et Urville pour y procéder à toutes les opérations (sondages géologiques et géotechniques, sondages piézométriques, études topographiques, études environnementales, études hydrologiques et hydrauliques, études diverses de reconnaissance du terrain) qui s'avèreraient nécessaires pour les études relatives à la réalisation des itinéraires de substitution de la RN158 entre Rocquancourt et Grainville-Langannerie.

### **Article 2**

Les personnels des administrations, sociétés ou entreprises intervenant conformément à l'article 1, seront munis d'une ampliation du présent arrêté qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition.

### **Article 3**

L'introduction des agents de l'administration ou des particuliers à qui elle délègue ses droits, ne peut être autorisée à l'intérieur des maisons d'habitation ; dans les autres propriétés closes, elle ne peut avoir lieu que cinq jours après notification au propriétaire, ou, en son absence, au gardien de la propriété.

### **Article 4**

Les maires, la gendarmerie, les propriétaires et les habitants sont invités à prêter aide ou assistance au personnel effectuant les études ou travaux. Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets ou repères servant au tracé.

### **Article 5**

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés privées seront à la charge du maître d'ouvrage. À défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le Tribunal Administratif de Caen.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements ou de hautes futaies, avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

## **Article 6**

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'a été suivie d'effet dans un délai de six mois à compter de sa date de signature.

## **Article 7**

Les interventions sur le terrain du personnel des administrations, des entreprises et sociétés désignées ci-dessus, ne pourront se faire que dans une période de cinq ans suivant la date de la présente décision.

## **Article 8**

Le présent arrêté sera affiché immédiatement et au plus tard dix jours avant le début de l'exécution des prestations, à la porte des mairies et aux autres endroits habituels d'affichage. Cette formalité sera justifiée par un certificat des maires. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

## **Article 9**

La secrétaire générale du Calvados, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera transmise au Directeur Interdépartemental des Routes Nord-Ouest, au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados et au Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie du Calvados.

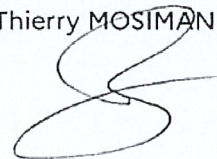
## **Article 10**

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

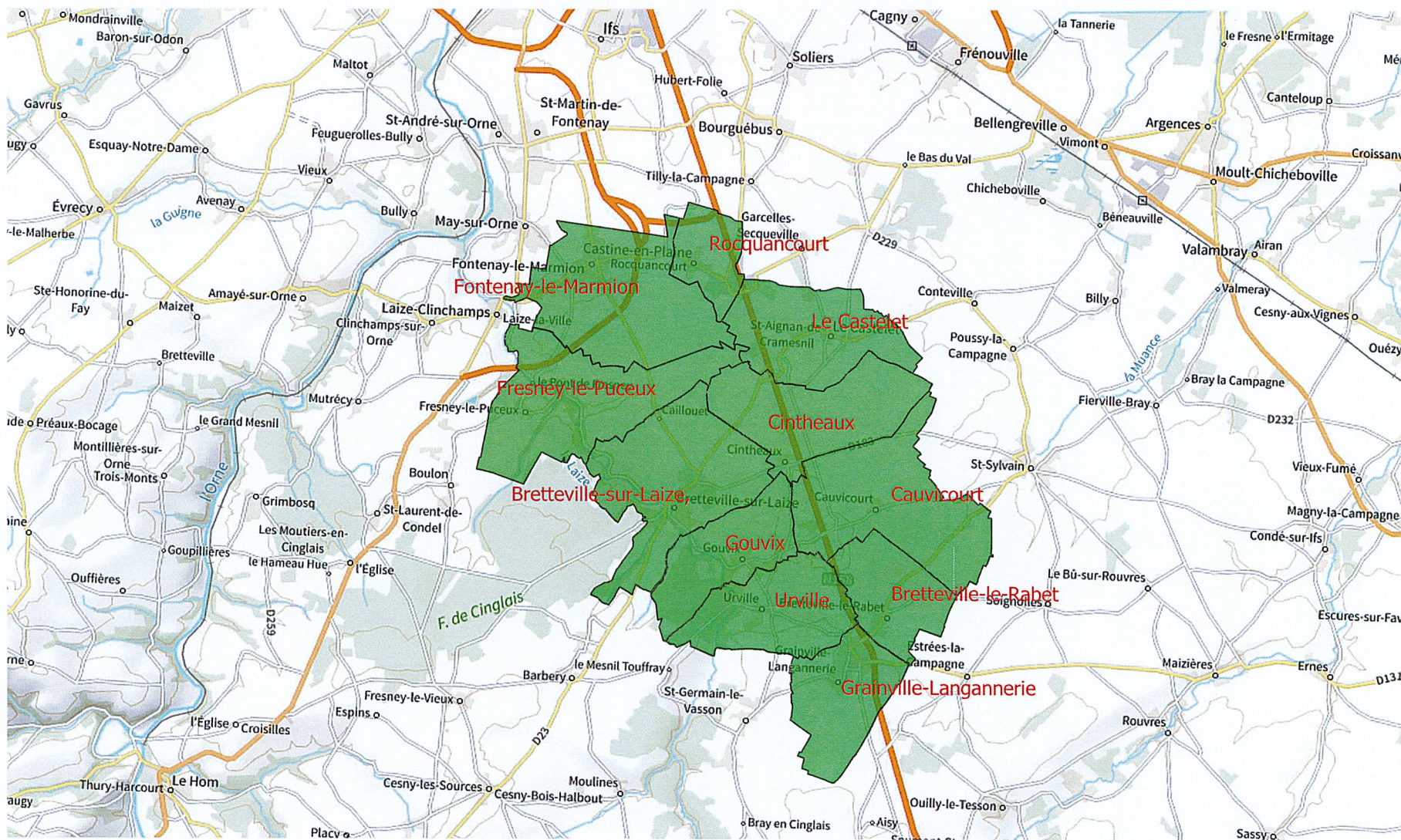
Fait à Caen, le

**15 MARS 2023**

Thierry MOSIMANN



## Annexe 1 : carte des communes de l'arrêté



communes AP